

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 10/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ORANO MINING (ex. AREVA NC)**

1 place Jean Millier  
92400 COURBEVOIE

Références : UiD4243-DSSP-022-0430  
Code AIOT : 0006107000

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2022 dans l'établissement ORANO MINING (ex. AREVA NC) implanté à St Priest la Prugne - 42830 ST PRIEST LA PRUGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Il s'agit d'une visite prévue dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection, qui prévoit une fréquence de visite annuelle sur ce site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORANO MINING (ex. AREVA NC)
- St Priest la Prugne 42830 ST PRIEST LA PRUGNE
- Code AIOT : 0006107000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

Le site comprend actuellement :

- une ancienne mine d'uranium (1 partie souterraine, 1 partie à ciel ouvert) ;
- une digue créant un bassin de stockage des résidus de traitement du minerai (1,3 millions de tonnes) ;
- une zone de stockage des produits de démolition de l'ancienne usine de traitement du minerai d'uranium (située dans une zone délimitée de l'ancienne mine à ciel ouvert) ;

- une station de traitement d'épuration gérant à la fois les eaux de la mine à ciel ouvert et les eaux de fuite de la digue.

La digue crée un bassin de stockage de résidus produits par l'usine de traitement du minerai d'uranium (partie fine des résidus), dans lequel les résidus sont maintenus sous 2 m d'eau minimum. Les résidus de traitement ont été mis en place de 1959 à 1980.

Les résidus de traitement correspondent à la fraction de la roche rejetée après extraction, par procédé chimique, de la plus grande partie de l'uranium. Ces résidus contiennent essentiellement les radionucléides appartenant aux deux familles de l'uranium (U238 et U235).

Radioactivité : 792 Tbq d'activité totale ; 75 Tbq d'activité Ra 226.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi des rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant maintient l'entretien sur son site, il a notamment curé la digue "des peux" et remis les sédiments en aval.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bilan environnemental annuel	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 2.8.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets dans le milieu naturel	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 4.4.2.1	/	Sans objet
3	Mesures comparatives	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 4.5.3	/	Sans objet
4	Prévention du risque de débordement	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 6.4.3	/	Sans objet
5	Mesures de maîtrise des risques	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 7.1.8	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a tiré le retour d'expérience de son incident de débordement de 2021 en modifiant le sens d'écoulement de sa station et en abaissant la cote du grand bassin.

Il reste cependant à s'assurer que le bassin n'est plus alimenté et ne peut pas déverser dans le milieu naturel sans traitement en cas de montée des eaux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Bilan environnemental annuel

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/06/2022, article 2.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bilans périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant adresse à la préfète, au plus tard le 30 juin de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente comportant au minimum une description des faits marquants survenus sur le site, l'ensemble des résultats de l'autosurveillance ainsi que les résultats de la Dose Efficace Annuelle Ajoutée (DEAA). L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de ce bilan annuel.
<b>Constats :</b> Au jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas transmis le bilan annuel. L'exploitant s'est engagé à le transmettre rapidement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 2 : Rejets dans le milieu naturel</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/06/2022, article 4.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> 4.4.2.1 VLE pour les rejets en milieu naturel</p> <p>Les valeurs limites d'émission sont :</p> <p>Rejet 1 : station de traitement des eaux d'exhaure de la mine</p> <p>MES : 30 mg/l Radium 226 soluble : 0,37 Bq/l Radium 226 insoluble : 0,5 Bq/l Uranium soluble : 0,3 mg/l Uranium insoluble : 0,01 mg/l Fer : 5 mg/l Sulfate : 200 mg/l.</p> <p>Rejet 2 : station zéolithe</p> <p>MES : 30 mg/l Radium 226 soluble : 0,2 Bq/l Radium 226 insoluble : 1 Bq/l Uranium soluble : 0,1 mg/l Uranium insoluble : 0,01 mg/l.</p> <p>L'exploitant proposera une révision de ces valeurs limites sous un an à compter de la notification du présent arrêté pour prendre en compte le retour d'expérience du fonctionnement et des performances de ses stations de traitement.</p>
<p><b>Constats :</b> Au jour de l'inspection, pour l'année 2022, seuls les résultats de la surveillance environnementale des mois de janvier et février avaient été transmis à l'inspection. Il est attendu que l'exploitant transmette les résultats des mois suivants.</p> <p>Rejet 1 : station de traitement des eaux d'exhaure de la mine</p> <p>MES : &lt;9 mg/l Radium 226 soluble : 0,10 Bq/l Radium 226 insoluble : &lt;0,02 Bq/l Uranium soluble : 0,07 mg/l Uranium insoluble : 0,0035 mg/l. Le fer et le sulfate n'ont pas été mesurés car l'Arrêté n'exigeait pas ce type de mesure à cette période.</p> <p>Rejet 2 : station zéolithe</p> <p>MES : &lt;9 mg/l Radium 226 soluble : &lt;0.01 Bq/l Radium 226 insoluble : 0.03 Bq/l Uranium soluble : 0,0211 mg/l Uranium insoluble : 0,0015 mg/l.</p> <p>Concernant la clause de révision des valeurs limites, celle-ci n'est pas échue. Cependant, il est attendu que l'exploitant propose une révision de la valeur limite en radium soluble courant 2023 au regard de la bonne performance de la station zéolithe.</p>

<b>Observations :</b> Dans la présentation des résultats, l'exploitant transmet dans un graphique la hauteur d'eau du grand bassin, il serait utile qu'apparaisse la cote de déversement selon une échelle plus précise (peut-être dans un graphique distinct de ceux des piézomètres). Enfin, l'exploitant a répondu à une demande de l'inspection en indiquant les volumes traités par la station zéolithe. Sur les 2 premiers mois de l'année, 62 893 m <sup>3</sup> ont été traités par la station zéolithe et rejetés au milieu naturel avec les concentrations moyennes indiquées ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Mesures comparatives

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/06/2022, article 4.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des mesures comparatives sont réalisées, par un organisme tiers agréé, selon la fréquence annuelle
<b>Constats :</b> Cette disposition est une prescription nouvelle issue de l'arrêté préfectoral d'exploitation. L'exploitant a indiqué que son laboratoire interne était accrédité mais qu'il n'avait pas encore commandé cette prestation auprès d'un organisme tiers. Bien que l'arrêté n'ait été signé qu'en juin 2022, une mesure comparative au titre de 2022 est attendue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Prévention du risque de débordement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/06/2022, article 6.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, débordement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose de moyens d'intervention propres (pompes, groupes électrogène...) pour empêcher le débordement du grand bassin dans l'évacuateur de crue sans traitement préalable de ses eaux par la station de traitement des eaux aux zéolithes. A cet effet, il dispose d'un dispositif permettant d'atteindre un débit maximal de pompage de 150 m <sup>3</sup> /h. Afin de maintenir une couverture radiologique suffisante, l'exploitant pilote la hauteur d'eau en fonction des prévisions météorologiques (pluviométrie et température) afin de limiter au maximum les émissions de radon liées aux résidus mais également d'éviter les débordements du grand bassin par surverse du déversoir. A cet effet, il maintient la cote du grand bassin entre les cotes définies dans les consignes de surveillance, d'auscultation et d'exploitation du barrage soumises à l'inspection des installations classées. L'exploitant dispose d'un dispositif mesurant la quantité d'eau du grand bassin rejetée au milieu naturel sans traitement lors d'un débordement du grand bassin sous 6 mois à compter du présent Arrêté.
<b>Constats :</b> A la suite de l'incident de débordement des eaux du grand bassin en 2021, il avait été demandé à l'exploitant d'améliorer le fonctionnement de sa station de traitement des eaux par filtration sur zéolithes afin d'éviter qu'un événement similaire ne se reproduise. L'exploitant a modifié le sens d'écoulement des eaux afin que les zéolithes restent toujours sous eau et éviter ainsi leur délitement responsable du colmatage.  Cette modification du sens d'écoulement semble permettre d'éviter le colmatage connu en 2021 qui obligeait l'utilisation d'une pelle mécanique pour décolmater les zéolithes.
<b>Observations :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que le bassin annexe était toujours sous eau. Pour mémoire, ce bassin annexe était alimenté par le grand bassin mais la liaison entre ces bassins a été coupée et il était attendu son assèchement progressif. Au regard de la présence d'eau dans ce bassin, l'inspection suspecte que le niveau du bassin annexe puisse monter en charge en période hivernale et conduire à des rejets dans le milieu naturel sans que ceux-ci ne soient traités par la station de zéolithe. Il est attendu que l'exploitant surveille tout débordement du bassin annexe dans le milieu naturel et mette en place des mesures préventives pour prévenir un épisode de débordement par cet émissaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Mesures de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/06/2022, article 7.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dossier des ouvrages exécutés de la digue submersible et du SAS vanné accompagné de plans présentant les ouvrages, devra être remis à l'unité interdépartementale 42-43 et au service de contrôle des ouvrages hydrauliques de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. Orano Mining mettra en place une alarme en cas d'abaissement rapide du plan d'eau associée avant le 31 décembre 2022. Une procédure détaillant les mesures à prendre en cas de vidange sera jointe au document d'organisation visé à l'article 7.1.3 du présent arrêté. Orano Mining améliorera, avant le 31 décembre 2023, le dispositif de captage des zones humides situées sur le parement aval et au pied du barrage et s'assurera que les eaux collectées ne se ré-infiltrant pas dans le parement aval. Le dossier des ouvrages exécutés sera transmis à l'unité interdépartementale 42-43 et au service de contrôle des ouvrages hydrauliques de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes dans les 6 mois après l'achèvement des travaux.
<b>Constats :</b> Cette prescription a été contrôlée par le service ouvrage hydraulique de la DREAL et fait l'objet du rapport en pièce jointe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet